



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

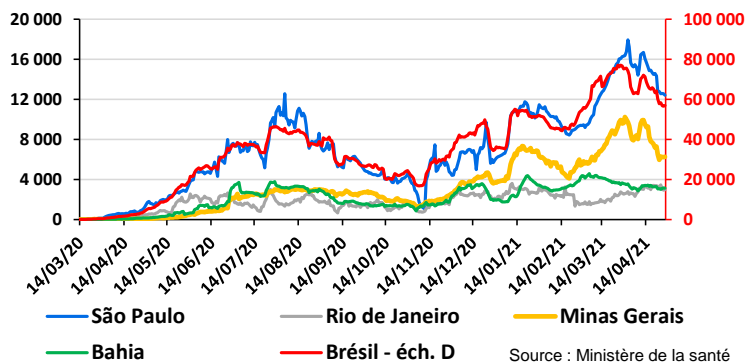
Semaines du 23 au 29 avril 2021

Résumé :

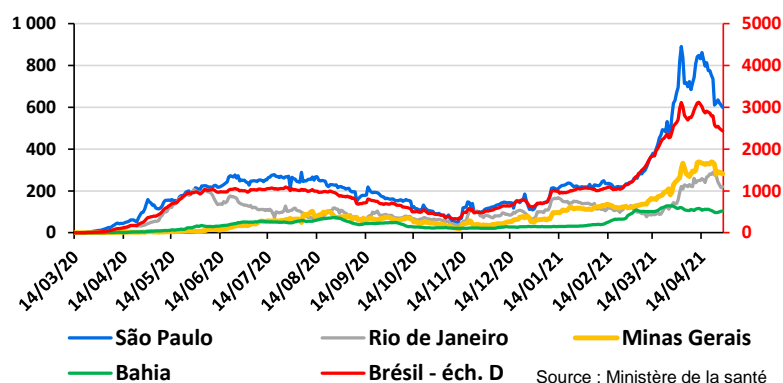
- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- Le programme de chômage partiel (BEm) est renouvelé pour quatre mois.
- Les indices de confiance révèlent des évolutions divergentes par secteur en avril.
- Le crédit atteint 54,4% du PIB en mars.
- Le déficit commercial se maintient en mars pour des raisons temporaires.
- Evolution des marchés du 23 au 29 avril 2021.
- Figures de la semaine : la pression fiscale brésilienne est parmi les plus élevées en Amérique latine et Caraïbes et suggère une structure faiblement progressive.

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.

Nouveaux cas par jour
(moyenne hebdomadaire)



Nouveaux décès par jour
(moyenne hebdomadaire)



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 56 817 nouveaux cas de Covid-19 et 2 495 décès par jour (contre 65 864 et 2 885 la semaine précédente). Au 27 avril, le Brésil compte au total 14,4 M cas de contaminations et 395 022 décès depuis le début de la pandémie.

Le programme de chômage partiel (BEm) est renouvelé pour quatre mois.

Le Président J. Bolsonaro a signé le 27 avril une mesure provisoire renouvelant le programme de chômage partiel « BEm » (*Benefício Emergencial de Manutenção do Emprego e da Renda*). Une autre mesure provisoire a été signée pour permettre de financer le programme par un crédit extraordinaire de 9,98 Mds BRL. Ce crédit n'aura pas à respecter le plafond des dépenses de cette année ni la cible de déficit primaire¹.

Le BEm permet la subvention partielle par l'Etat de la réduction du temps de travail des salariés (jusqu'à 70%) ou de leur suspension temporaire de contrat de travail, dans le secteur formel. Son objectif principal est donc de réduire les licenciements tout au long de la période durant laquelle il est en vigueur.

Ce programme, déjà mis en place en 2020 (MP 936), avait d'ailleurs fait ses preuves : le ministère de l'Economie estime que, d'avril à décembre, il avait permis de maintenir plus de 9,8 M d'emplois. Sur les 20 M d'accords signés entre employeurs et salariés, 8,8 M concernaient des suspensions temporaires d'emploi. Par ailleurs, ces accords avaient principalement été effectués dans les secteurs des services (10,4 M), du commerce (4,9 M) et de l'industrie (4,1 M). Le coût de cette mesure pour l'année 2020 a été de 52 Mds BR (10 Mds USD ; 0,7% du PIB).

A ce stade, il est prévu que le renouvellement du programme ne dure que quatre mois et qu'il ne coûte que 9,98 Mds BRL (1,85 Mds USD ; 0,14 % du PIB), mais il est possible qu'il soit étendu par décision présidentielle.

Les indices de confiance révèlent des évolutions divergentes par secteur en avril.

Selon les indices élaborés par la Fondation Getulio Vargas (FGV), les indices de confiance montrent des évolutions divergentes par secteur en avril.

Dans le commerce de détail, l'indice de confiance a avancé de 11,6 pts par rapport à mars pour atteindre 84,1 pts. Si l'indice efface la moitié de sa chute enregistrée en mars, le résultat mensuel reste à interpréter avec précaution car la progression d'avril s'explique surtout par les perspectives à trois mois tandis que les ventes actuelles restent déprimées.

Concernant l'industrie, la confiance continue de chuter mais à un rythme moindre que les trois mois précédents : l'indice recule de -0,7 points en avril et atteint 103,5 pts, un minimum depuis août 2020. La chute est influencée par la baisse de la production actuelle tandis que les anticipations restent stables. Le niveau d'utilisation des capacités installées de l'industrie recule également de 1,6 p.p. pour atteindre 75,6% (un minimum depuis août 2020).

Dans la construction, la confiance a baissé de 3,8 pts en avril, pour atteindre 85 pts (minimum depuis juillet 2020). Cette tendance visible depuis décembre reflète la dégradation de l'activité actuelle (élévation des coûts et contexte économique déprimé) et des perspectives.

L'indice de confiance des consommateurs a quant à lui progressé de 4,3 pts en avril (à 72,5 pts désormais) et récupère ainsi 44% de la perte enregistrée en mars. Tout comme pour le commerce, on assiste à une amélioration des perspectives mais la situation actuelle reste déprimée étant donné l'incertitude affectant le contexte économique et sanitaire brésilien.

Le crédit atteint 54,4% du PIB en mars.

Selon la BCB, le solde des opérations de crédit a atteint 4 105 Mds BRL en mars 2021, ce qui représente une hausse de 14,5% par rapport à mars 2020. Le stock de crédit représente 54,4% du PIB désormais, contre 47,9% il y a un an.

¹ Voir les brèves économiques et financières du 16 au 22 avril 2021.

L'évolution du crédit par segment suggère l'impact efficace des mesures de soutien des autorités monétaires au crédit. Le crédit des ressources libres a crû de 12,8% g.a. tandis que le crédit directionné (utilisant des financements subventionnés) a augmenté de 16,9% g.a. En parallèle, le crédit destiné aux entreprises a progressé plus rapidement que celui destiné aux particuliers (17,7% g.a. contre 12,1%). En plus d'augmenter le volume de crédit, **ces mesures ont contribué à réduire les spreads bancaires moyens** : ils s'élèvent à 15,1 p.p. aujourd'hui (contre 18 p.p. en mars 2020). **Elles ont par ailleurs permis de réduire le taux de créances douteuses moyen à 2,2%** (contre 3,2% en mars 2020).

Il est néanmoins probable que la progression du crédit perde de la vigueur au cours des prochains mois. Bien que certaines mesures de soutien au crédit aient été renouvelées ou conservées en 2021, elles ont toutefois été fortement réduites, ce qui pèsera sur le crédit directionné. En outre, les autorités monétaires ont décidé une hausse du taux d'intérêt directeur en mars (de 2,00% à 2,75%) et pourraient la répliquer en mai à l'occasion de leur prochaine réunion de politique monétaire. Or un tel cycle de resserrement monétaire pourrait avoir comme effet de décourager l'offre de crédit, du moins concernant le crédit de ressources libres qui est directement affecté par le taux d'intérêt monétaire.

A ce titre, la BCB prévoyait fin mars que le crédit progresse de 8% en 2021 (contre 15,7% en 2020), tiré à la baisse par le ralentissement du crédit directionné (3,7% en 2021 contre 15,9% en 2020) et celui de ressources libres (11,1% contre 15,5% en 2020).

Le déficit commercial se maintient en mars pour des raisons temporaires.

D'après les chiffres de la balance des paiements de la BCB, **le Brésil a enregistré un déficit courant de**

-4,0 Mds USD en mars, contre un déficit de -2,3 Mds USD en février. **En cumulé sur 12 mois, le déficit continue de se réduire** : il atteint désormais -17,8 Mds USD (-1,2% du PIB) contre -71,0 Mds USD en mars 2020 (-4,0% du PIB).

La balance commerciale enregistre un déficit de -0,4 Md USD en mars, stable par rapport à février, car la progression de la valeur des exportations a été compensée par celle des importations. Néanmoins elle devrait redevenir excédentaire à court terme avec la fin des effets du régime *Repetro* (qui continue encore de gonfler les importations) et l'effet croissant de la hausse du prix des matières premières sur la valeur des exportations. En parallèle, le déficit des revenus primaire s'est creusé à -2,9 Mds USD (contre -1,7 Md en février) tandis que celui des services s'est résorbé à -1,1 Md USD (contre -1,4 Md en février).

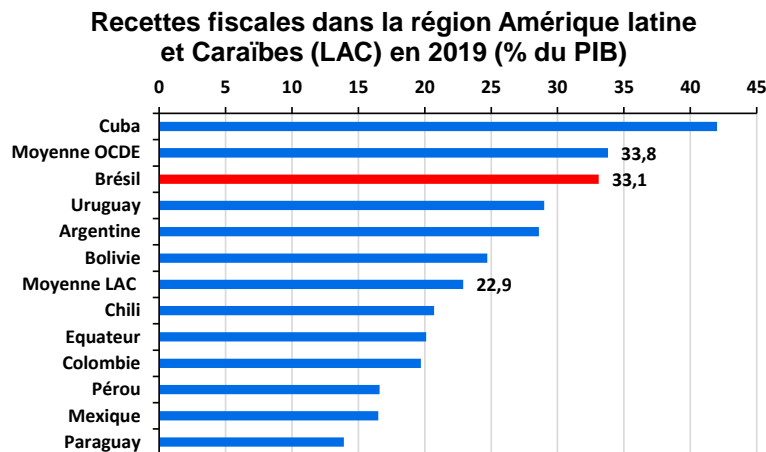
Du côté du compte financier, les entrées nettes d'IDE accusent un léger ralentissement et atteignent +6,9 Mds USD en mars (contre +9 Mds USD en février). **La vulnérabilité externe du Brésil n'est toujours pas en cause,** car les entrées cumulées d'IDE sur les douze derniers mois s'élèvent à +39,3 Mds USD (+2,7% du PIB) et couvrent largement le déficit courant brésilien cumulé sur 12 mois (-17,8 Mds USD, -1,2% du PIB). Qui plus est, les réserves de change demeurent élevées (347 Mds USD). Celles-ci ont néanmoins reculé de -8,7 Mds USD par rapport au mois précédent en raison d'interventions de la BCB (-7,9 Mds USD) et de la réévaluation des réserves existantes (-1,4 Md USD). Enfin, **les investissements de portefeuille négociés sur le marché domestique enregistrent une sortie de -2,1 Mds USD en mars** (contre une entrée de +3,6 Mds USD en janvier), et mettent ainsi fin à neuf mois consécutifs d'entrées nettes.

Evolution des marchés du 23 au 29 avril 2021.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-0,3%	+0,2%	120 231
Risque-pays (EMBI+ Br)	-4pt	+14pt	282
Taux de change R\$/USD	-2,4%	+0,3%	5,36
Taux de change R\$/€	-1,8%	+0,1%	6,50

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Figures de la semaine : la pression fiscale brésilienne est parmi les plus élevées en Amérique latine et Caraïbes et proche de la moyenne des pays de l'OCDE.



Source : OCDE (2021). *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean*.

...Elle suggère par ailleurs une structure faiblement progressive.

Principales catégories des recettes fiscales en 2019 (% total)

	Impôts sur le revenu et les profits	Contributions à la Sécurité Sociale	Impôts sur salaires	Impôts sur la propriété	Taxes sur les biens et services	Autres
Brésil	22,4	25,7	1,8	4,6	42,8	2,7
Moyenne LAC	27	17,1	0,8	3,8	49,8	1,5
Moyenne OCDE	34,3	25,7	1,2	5,6	32,7	0,5

Source : OCDE (2021). *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean*. LAC : Amérique latine et Caraïbes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international